



Elisabeth Borne, Première ministre Portrait d'une femme d'autorité et d'efficacité

31 ans après Edith Cresson, Le 16 mai 2022, Elisabeth Borne est nommée Première ministre par le président de la République Emmanuel Macron. À 61 ans, elle devient, ainsi, la deuxième femme à occuper ce poste. Haute-fonctionnaire au profil d'ingénieur, Élisabeth Borne a acquis une solide expérience, à la tête de trois ministères, celui des Transports, de la Transition écologique et solidaire et du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, sous le premier quinquennat Macron.

Faut-il en faire un évènement ?

Non, cela devrait paraître normal de nommer une femme à Matignon. Les femmes forment la moitié de l'humanité et la moitié de l'électorat dans notre pays. D'autres pays européens, la Suède, la Finlande, le Danemark, la Lituanie, l'Estonie, ont des cheffes de gouvernement et cela n'est pas sujet à débat. La France est le sixième pays à être gouverné par une femme en Europe.

Faut-il s'en réjouir ?

Oui sans réserve. Notre société centrée sur une organisation patriarcale s'ouvre progressivement aux femmes dans tous les domaines : culturel, économique, politique, même si dans la classe politique, il existe encore des résistances à l'intégration des femmes. Aujourd'hui de nombreux sondages montrent l'évolution de l'opinion publique prête à faire confiance aux femmes politiques. Les progrès en matière de mentalités, sont certes lents mais il ne faut pas oublier qu'il a fallu, attendre 1944 pour que celles-ci aient le droit de voter !

Faut-il espérer un engagement féministe de la Première ministre ?

Oui dans le domaine professionnel. Mais nous sommes en attente d'un engagement féministe dans la sphère politique.

Elisabeth Borne a déclaré vouloir poursuivre *"le combat pour l'égalité professionnelle"* qu'elle juge essentiel. Même si elle n'a pas eu à subir le sexisme dans le milieu professionnel, elle a eu l'occasion de voir la discrimination à l'œuvre à l'encontre des femmes. En octobre 2020, dans une interview au Parisien, elle annonce la création d'un nouveau critère, basé sur *"la part des femmes dans les cadres dirigeants"* pour rendre encore plus efficace l'index Pénicaud, qui mesure les inégalités salariales entre les femmes et les hommes. Elle est très sensible à la réduction des écarts de rémunération, mais aussi à la place des femmes dans les postes décisionnaires des entreprises. Selon elle, *"C'est en agissant à ce niveau, qui est un vivier pour les Codir et les Comex, que nous pourrons changer les choses durablement"*.

Qu'elles sont les demandes d'Elles aussi à la Première ministre ?

Elles aussi œuvre pour la parité dans les instances élues et à ce titre, demande à Elisabeth Borne, de s'emparer rapidement du problème de la sous-représentation des femmes dans toutes les assemblées politiques, nationales et locales, et en particulier dans les instances exécutives. Sa compétence doit être un atout pour travailler un projet de loi qui garantisse une égale participation des femmes aux affaires publiques.

Après les élections législatives de juin, un travail de concertation sur ce sujet, avec les associations féministes, les associations d'élu.e.s et les élu.es parlementaires doit être une priorité.

Partager les postes décisionnaires entre les femmes et les hommes dans les responsabilités politiques doit devenir une réalité.

Reine Lepinay, co-présidente d'Elles aussi